[print](#)

Les Etats-Unis et l'Europe intensifient les menaces contre la Russie à propos de l'Ukraine

De [Stefan Steinberg](#)

Global Research, mars 04, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/les-etats-unis-et-leurope-intensifient-les-menaces-contre-la-russie-a-propos-de-lukraine/5371895>

Jeudi à l'issue de la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN qui eut lieu à Bruxelles, le secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel, a accru la pression sur le gouvernement russe. « Nous attendons des autres Etats qu'ils respectent la souveraineté de l'Ukraine et s'abstiennent de toute action provocatrice, » a-t-il déclaré. « C'est pourquoi je suis de près les exercices militaires de la Russie, qu'elle vient d'annoncer hier, le long de la frontière ukrainienne. »

La mise en garde de Hagel survient un jour après que le secrétaire d'Etat américain John Kerry a lui-même menacé la Russie. « Toute intervention militaire qui violerait la souveraineté territoriale de l'Ukraine serait une énorme et grave erreur, » a-t-il dit aux journalistes à Washington. « L'intégrité territoriale de l'Ukraine doit être respectée. »

Les menaces émises par Kerry et Hagel furent reprises par la ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, à son arrivée à la réunion de l'OTAN : « La situation en Ukraine, notamment en Crimée, nous inquiète beaucoup. La situation est très confuse et très difficile et il est actuellement primordial d'empêcher un éclatement de l'Ukraine et les forces modérées seront renforcées dans le pays.

Les exigences américaines et européennes pour que d'autres pays évitent « toute action provocatrice » sont entièrement hypocrites. Ce sont les puissances américaine et européennes, menées par l'Allemagne, qui ont appliqué une politique irresponsable et provocatrice en collaborant avec des groupes fascistes dans le but de pousser l'Ukraine au bord de la guerre civile.

Leur politique vise à faire sortir l'Ukraine de la sphère d'influence de la Russie et à affaiblir la Russie elle-même. Le retour à une nouvelle « guerre froide » entre l'est et l'ouest, dont il est actuellement question dans de nombreux commentaires des médias, est la conséquence directe du soutien inconsidéré accordé ces derniers mois par les dirigeants américains et européens aux forces nationalistes et fascistes en Ukraine occidentale et dans la capitale du pays, Kiev.

Face aux menaces de forces d'extrême-droite basées dans la partie occidentale de l'Ukraine et qui avaient promis d'envahir la Crimée, les militants pro-russes ont occupé mercredi soir le parlement régional et le siège gouvernemental à Simferopol, la capitale de la Crimée. Un groupe d'une cinquantaine d'hommes armés s'est emparé des bâtiments et a hissé le drapeau russe.

La Crimée a une population essentiellement russophone et abrite la flotte russe de la Mer noire. En soulignant le danger d'une conflagration militaire, un ancien colonel de l'état-major russe, Igor Korotchenko, a écrit sur le journal en ligne russe slon.ru que « si des formations armées illégales tentaient de renverser par la force le gouvernement local en Crimée, une guerre civile démarrerait, que la Russie ne pourrait ignorer. »

Quant aux « forces modérées » en Ukraine mentionnées par la ministre allemande

de la Défense, elles sont complètement absentes du nouveau gouvernement qui a été élu jeudi par une grande majorité du parlement ukrainien. Le nouveau gouvernement est réactionnaire jusqu'à la moelle. Toutes les positions clé ont été occupées soit par les vétérans des gouvernements précédents, par des fascistes ou des représentants des intérêts des oligarques. Dans une tentative de dissimuler la nature réactionnaire du nouveau régime, un certain nombre de postes gouvernementaux furent attribués à des figures actives lors des protestations sur la Place de l'Indépendance.

Comme prévu, l'ancien banquier Arseny Iatseniouk, le dirigeant du parti droitier Patrie créé par l'oligarque condamnée pour détournement de fonds, Ioulia Tymochenko, hérita de la fonction de premier ministre. Iatseniouk est l'ancien directeur de la Banque nationale d'Ukraine et ancien porte-parole du parlement ukrainien.

Iatseniouk est également le représentant choisi par Washington – que celui-ci surnomme « Iats » – comme l'a révélé la divulgation de l'enregistrement tristement célèbre d'une conversation entre la responsable du ministère des Affaires étrangères en charge des affaires européennes, Victoria Nuland, et l'ambassadeur américain en Ukraine, Geoffrey Pyatt.

Pas moins de trois postes, dont celui de vice-premier ministre, ont été confiés au parti fasciste Svoboda dont les adhérents ont joué un rôle déterminant la semaine passée dans l'attaque des forces de l'ordre et dans le renversement du président Viktor Ianoukovitch.

Le député du parti Svoboda, Oleksandr Sych, a été nommé vice-premier ministre. Dans sa carrière en tant que député parlementaire, Sych s'était efforcé d'introduire une loi interdisant toute interruption volontaire de grossesse, y compris lorsque la grossesse est la conséquence d'un viol. Sa contribution à la glorification par Svoboda des « valeurs ukrainiennes de la famille » a été de lancer un appel aux femmes pour qu'elles évitent le viol en ne buvant pas d'alcool et n'ayant pas de « compagnie controversée ».

Deux autres membres de Svoboda sont en charge des ministères de l'Ecologie et de l'Agriculture. Le nouveau ministre de l'Agriculture, Oleksandr Myrnyi, figure selon Forbes au cinquième rang des revenus les plus élevés de Svoboda, avec un revenu estimé à 17 millions de Hr (hryvnia) – 1,6 millions de dollars – en 2012. Ses principaux intérêts économiques sont concentrés dans le secteur agricole – un conflit d'intérêts flagrant avec sa nouvelle nomination.

Un autre membre de Svoboda, Oleg Makhnytsky, dirige le bureau du procureur général dont l'importance est stratégique. Makhnytsky qui a été nommé il y a une semaine, a délivré cette semaine un mandat d'arrêt international contre le président déchu Viktor Ianoukovitch qui chercherait à obtenir un droit d'asile en Russie.

Un autre poste clé doit être occupé par Andriy Parubiy qui fut un cofondateur du prédécesseur de Svoboda, le Parti social-national d'Ukraine. Parubiy avait fondé l'organisation en 1991 en collaboration avec Oleg Tiagnibok, l'actuel dirigeant de Svoboda. Parubiy qui a dirigé les milices droitières qui ont mené les assauts contre les forces de l'ordre d'Ianoukovitch a à présent été nommé à la tête du Conseil national de sécurité.

Selon le journal *Libération*, Dmitri Yarosh, le dirigeant du groupe pronazi Secteur droit, sera l'adjoint de Parubiy. Ceci signifie que Svoboda et les autres partis d'extrême droite occupent des postes clé dans l'appareil de sécurité et seront chargés d'organiser les troupes de choc pour réprimer les futurs troubles sociaux.

Le poste clé au ministère des Finances au sein du nouveau régime est revenu à

Oleksandr Shlapak, un ancien directeur adjoint de PrivatBank qui est considéré être un garant des intérêts du capital financier.

D'autres sélectionnés entretiennent d'étroites relations avec différents oligarques. Volodymyr Groysman, le nouveau vice-ministre de la politique régionale, avait débuté sa carrière dans l'agrobusiness et l'immobilier. Il fut membre du parti de l'ancien président Viktor Ianoukovitch, et serait actuellement proche de Petro Poroshenko, homme d'affaires millionnaire et membre du parlement. Le nouveau ministre de l'Energie, Iouri Prodan, qui avait travaillé auparavant chez Kyivenergo qui détient le monopole de la distribution de l'énergie dans la capitale, avait joué un rôle central dans la création du marché national de l'énergie. Prodan est décrit par les médias ukrainiens comme jouissant de liens étroits avec le groupe Privat du milliardaire Igor Kolomoisky.

La tâche du nouveau gouvernement est de mettre en œuvre les « mesures extrêmement impopulaires » dont le premier ministre Iatseniouk a regretté qu'elles n'aient pas été mises en œuvre par les gouvernements précédents, c'est-à-dire les hausses des prix de l'énergie, la fermeture de vastes pans de l'industrie lourde et de massives coupes sociales.

Le pays est confronté à une crise financière et a besoin de renflouements bancaires à hauteur de 35 milliards de dollars pour pouvoir payer ses factures au cours des deux prochaines années. Près de la moitié de cette somme, 15 milliards de dollars, est due aux banques occidentales.

La directrice du Fonds monétaire international Christine Lagarde a dit jeudi que le FMI enverrait une équipe en Ukraine pour évaluer la situation économique et indiquer au régime nouvellement mis en place « les réformes politiques susceptibles de former la base d'un programme appuyé par le Fonds. » Lors de négociations précédentes avec le gouvernement Ianoukovitch, le FMI avait déjà dicté de telles « réformes », c'est-à-dire des mesures d'austérité comprenant des réductions drastiques des salaires et des retraites et la fin du subventionnement du prix du gaz qui causerait une flambée des prix à la consommation.

Depuis l'éclatement de la crise financière mondiale en 2008, l'Union européenne, avec le soutien des Etats-Unis, a mis en place des gouvernements non élus en Grèce et en Italie pour appliquer l'austérité et rémunérer les banques occidentales. A présent et pour la première fois, la même alliance impérialiste a mobilisé des forces ultranationalistes et fascistes pour renverser un gouvernement élu et installer un nouveau régime pro-occidental.

Stefan Steinberg

Article original, [WSWS](#), paru le 28 février 2014

Copyright © 2014 Global Research